



**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Séance du Mercredi 14 Décembre 2011**

Date de la convocation 07 Décembre 2011	Heure de la séance 18 heures	Lieu de la séance Salle du Parc – Communauté de Communes CLERMONT L'HERAULT
<p><b><u>PRÉSENTS</u></b> : M. CAZORLA Alain, Président de la séance</p> <p><b>ASPIRAN</b> : M. SATGER Jean-Noël, M. TOLOS Joseph, M. MONTAGNÉ Thierry, Mme CAER Michèle,  <b>BRIGNAC</b> : M. JURQUET Henri, M. MARTINEZ Christian, M. VEDEL Jean-Louis,  <b>CABRIERES</b> : M. GAIRAUD Francis,  <b>CANET</b> : Mme FABRE Maryse, M. SEGURA René, M. BORE Jacques, M. MALBEC Sylvain,  <b>CEYRAS</b> : M. LACROIX Jean-Claude, Mme BARRE Berthe, Mme FLOUROU Jocelyne,  <b>CLERMONT L'HERAULT</b> : M. GARROFÉ Gilbert, M. SOBELLA Henri, Mme THIERS Odile, M. FABREGUETTES Bernard, M. GALTIER René, M. BARON Bernard, M. DIDELET Serge, Mme MILAN Andrée, Mme DELEUZE Elisabeth, M. GOUTTES Gérard,  <b>FONTES</b> : M. BRUN Olivier, Mme MIRET Christiane,  <b>LACOSTE</b> : M. VENTRE Philippe,  <b>LIAUSSON</b> : M. BETZ Bruno,  <b>LIEURAN-CABRIERES</b> : M. BLANQUER Alain,  <b>MERIFONS</b> : M. VIALA Daniel,  <b>MOUREZE</b> : M. NAVAS Gabriel, M. VALLAT Yves,  <b>NEBIAN</b> : M. LIEB François, M. BARDEAU Francis, M. DRUART David, M. ESTEVE Bernard,  <b>OCTON</b> : M. COSTE Bernard, M. LUGAGNE Jérôme,  <b>PAULHAN</b> : M. DUPONT Laurent, M. GIL Claude, M. LOPEZ Daniel, M. QUEROL Jean-François, M. LEBREAU Jean-Jacques,  <b>PERET</b> : M. BILHAC Christian, M. MONTAGNE Jacques, M. AZAM Joël,  <b>SALASC</b> : Mme FONT Chantal, M. COSTES Jean,  <b>USCLAS D'HERAULT</b> : M. FOULQUIER-GAZAGNES Bernard,  <b>VALMASCLE</b> : M. VALENTINI Gérald, Mlle VALENTINI Martine,  <b>VILLENEUVETTE</b> : M. ORMIERES Jean-Louis.</p>		<p><b><u>PROCURATIONS</u></b> :</p> <p>M. MATHIEU Alain à M. GAIRAUD Francis,  M. FAVIER Marc à M. MALBEC Sylvain,  M. MARTINEZ Antoine à M. LIEB François,  M. BAISSÉ Robert à M. BRUN Olivier,  M. SAN MARTIN Bernard à M. VENTRE Philippe,  M. OLLIER Pierre à M. VIALA Daniel,  M. SOTO Bernard à M. QUEROL Jean-François,  M. RIGAUD Christian à M. FOULQUIER-GAZAGNES Bernard,</p>

**Objet : Création d'une commission intercommunale des impôts directs**

Monsieur LACROIX rappelle aux membres du conseil communautaire qu'en application de L'article 1650 A du code général des impôts (CGI) rend obligatoire la création, par les communautés levant la fiscalité professionnelle unique, d'une commission intercommunale des impôts directs, composée de 11 membres :

Accusé de réception en préfecture  
034-243400355-20111221-2011-12-14-17-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2011  
Date de réception préfecture : 22/12/2011

- Le président de l'EPCI (ou un vice-président délégué),
- Et 10 commissaires titulaires.

Il précise que cette délibération instituant la commission doit être prise, à la majorité simple au plus tard le 31 décembre 2011, pour que la commission exerce ses compétences à compter du 1er avril 2012.

Elle doit également être notifiée à la direction départementale ou régionale des Finances publiques, par l'intermédiaire des services préfectoraux, au plus tard le 15 janvier 2012.

La commission intercommunale, en lieu et place des commissions communales :

- participe à la désignation des locaux types à retenir pour l'évaluation par comparaison des locaux commerciaux et biens divers assimilés ;
- donne un avis sur les évaluations foncières de ces mêmes biens proposées par l'administration fiscale.

L'organe délibérant de la communauté doit, sur proposition des communes membres, dresser une liste composée des noms :

- ✓ de 20 personnes susceptibles de devenir commissaires titulaires (dont deux domiciliées en dehors du périmètre de la communauté),
- ✓ de 20 autres personnes susceptibles de devenir commissaires suppléants (dont deux domiciliées en dehors du périmètre de la communauté).

Ces personnes doivent remplir les conditions suivantes :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne,
- avoir 25 ans au moins,
- jouir de leurs droits civils,
- être familiarisées avec les circonstances locales,
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission,
- être inscrites aux rôles des impositions directes locales de la communauté ou des communes membres.

La condition prévue au 2ème alinéa de l'article 1650 du CGI doit également être respectée à savoir : les contribuables soumis à la taxe d'habitation, aux taxes foncières et à la cotisation foncière des entreprises doivent être équitablement représentés au sein de la commission.

La liste des 20 propositions de commissaires titulaires et des 20 propositions de commissaires suppléants est à transmettre au directeur départemental des Finances publiques, qui désigne 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.

La durée du mandat des commissaires est la même que celle de l'organe délibérant de la communauté.

En conséquence il est proposé de :

- de créer, pour un exercice des compétences à compter du 1er avril 2012, une commission intercommunale des impôts directs.
- D'autoriser Monsieur le président à solliciter auprès de chacune des 20 communes membres la désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant.

A partir de cette consultation, le conseil communautaire dressera une liste de 20 membres titulaires et de 20 membres suppléants, qui sera notifiée à la direction départementale ou régionale des finances publiques, par l'intermédiaire des services préfectoraux.

Monsieur LACROIX ajoute de cette proposition a reçu un avis favorable de la commission finances et personnel réunie le 07 Décembre 2011.

Le conseil communautaire ouï l'exposé de Monsieur LACROIX et après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE (1 abstention)**

**APPROUVE** la création d'une commission intercommunale des impôts directs telle que présentée ci-dessus.

**AUTORISE** - Monsieur le président à solliciter auprès de chacune des 20 communes membres la désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant.  
- Monsieur le Président à signer tous actes et pièces relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le Président de la Communauté  
de Communes du Clermontais,



Alain CAZORLA.